

BANQUE MONDIAL



Ajay BANGA

Président de la Banque mondiale

Ajay Banga a entamé son mandat de cinq ans en tant que président du Groupe de la Banque mondiale le 2 juin 2023.

Ajay Banga était dernièrement vice-président du conseil d'administration de General Atlantic. Auparavant, il était président-directeur général de Mastercard, une organisation mondiale comptant près de 24 000 employés. Sous sa direction, MasterCard a lancé le Center for Inclusive Growth, qui promeut une croissance économique équitable et durable et l'inclusion financière dans le monde entier. Il a été président honoraire de la Chambre de commerce internationale, qu'il a présidée de 2020 à 2022. Il est devenu conseiller du fonds de General Atlantic axé sur le climat, BeyondNetZero, lors de sa création en 2021. M. Banga a été coprésident du Partenariat pour l'Amérique centrale, une coalition d'organisations privées qui s'efforce d'offrir des perspectives économiques aux populations mal desservies du Salvador, du Guatemala et du Honduras. Il a précédemment siégé aux conseils d'administration de la Croix-Rouge américaine, de Kraft Foods et de Dow Inc.

Ajay Banga est cofondateur du Cyber Readiness Institute et a été vice-président de l'Economic Club of New York. Il a reçu la médaille de la Foreign Policy Association en 2012, le prix Padma Shri décerné par le président de l'Inde en 2016, la médaille d'honneur d'Ellis Island et le Global Leadership Award du Business Council for International Understanding en 2019, ainsi que la Distinguished Friends of Singapore Public Service Star en 2021.



Hana BRIXI

Directrice mondiale pour l'égalité des sexes

En tant que directrice mondiale pour le genre, Hana BrixI est à la tête d'un effort mondial visant à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Elle définit l'orientation générale du programme de connaissances du Groupe de la Banque mondiale en matière de genre, dirige les efforts déployés à l'échelle de la Banque pour combler les écarts entre les hommes et les femmes, et encourage les partenariats avec les parties prenantes des secteurs public et privé en vue d'innovations à grande échelle.

Au cours de sa carrière, Mme BrixI a contribué à des avancées dans les domaines du développement humain, des finances publiques et de la gouvernance. En tant que directrice du projet sur le capital humain, elle a dirigé un effort mondial visant à protéger et à investir dans les personnes, en mettant l'accent sur l'autonomisation des filles et des femmes.

Auparavant, elle a occupé des postes de gestion et de direction au sein des pratiques mondiales en matière de protection sociale, d'emploi et de gouvernance, ainsi que dans les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, de l'Asie de l'Est et du Pacifique, et de l'Europe et de l'Asie centrale. Basée en Chine de 2001 à 2010, elle a également été directrice de l'Organisation mondiale de la santé et chef de l'UNICEF en Chine.

Mme BrixI a publié des articles dans des revues professionnelles et écrit plusieurs ouvrages sur le développement économique, notamment « Trust, Voice and Incentives » sur la prestation de services et « Government at Risk » sur la gestion budgétaire. Elle est diplômée en physique et en politique économique de l'Université Masaryk et de l'Université de Princeton, respectivement.



James HEIMBACH


Vice-président des relations extérieures avec les entreprises

James "Jay" Heimbach dirige l'équipe qui développe et gère les relations avec les parties prenantes, les partenariats et la communication globale au sein de notre institution. Le rôle de Jay est de fournir une orientation stratégique sur le développement de stratégies de plaidoyer et de communication qui communiquent clairement l'impact du travail de la Banque, informent, persuadent et influencent l'opinion publique sur les questions prioritaires de développement mondial, et renforcent le soutien à la Banque mondiale et à sa mission parmi les principales parties prenantes.

Jay, de nationalité américaine, était auparavant directeur du Tiber Creek Group, un cabinet de relations gouvernementales. Il a travaillé dans le secteur privé et à but non lucratif ainsi que dans le secteur public. Jay a été représentant spécial de la Banque mondiale en Amérique du Nord, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Israël, où il a travaillé en étroite collaboration avec les hauts responsables pour gérer les relations avec les principaux gouvernements donateurs.

Avant de travailler à la Banque mondiale, il était directeur principal des affaires gouvernementales nord-américaines pour la campagne ONE, une organisation mondiale de défense des droits visant à mettre fin à l'extrême pauvreté. Au Sénat, Jay a été chef de cabinet du sénateur Sherrod Brown de l'Ohio. Il a travaillé comme assistant spécial du président dans l'administration Obama, se concentrant sur les questions d'énergie, d'environnement, d'agriculture et de fabrication au Sénat américain.

Il a également travaillé pour le président Clinton au sein du bureau des affaires législatives et en tant que conseiller politique principal auprès du chef de cabinet adjoint de la Maison Blanche.

	<p>Jay est titulaire d'une licence du Colby College et d'un doctorat en droit de l'école de droit de l'université de Boston.</p>
	<p>Sukanya KANE <i>Directrice du groupe Fragilité, conflits et violence</i></p> <p>Soukeyna Kane est directrice du groupe Fragilité, conflits et violence (FCV) à la Banque mondiale. Elle est responsable de la direction d'une équipe de professionnels dévoués à la fourniture d'un soutien stratégique, opérationnel et analytique aux travaux du Groupe de la Banque mondiale sur les questions liées à la fragilité, aux conflits et à la violence. Mme Kane représente également la Banque dans les forums mondiaux et gère les relations avec la communauté des donateurs et d'autres parties prenantes autour de l'agenda FCV.</p> <p>Auparavant, elle a été directrice nationale pour le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad, dirigeant la coordination et la mise en œuvre de la stratégie et des opérations du Groupe de la Banque mondiale dans ces pays et, plus largement, dans le Sahel. Avant cela, Mme Kane a été pendant cinq ans responsable de la gouvernance dans la région de l'Asie centrale et de l'Est.</p> <p>Mme Kane, de nationalité sénégalaise, a rejoint la Banque en mars 2003 en tant que spécialiste principale de la gestion financière et a également occupé des postes au sein de la région Afrique, de la politique opérationnelle et des services aux pays (OPCS), de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA).</p> <p>Avant de rejoindre la Banque mondiale, Mme Kane a occupé plusieurs postes de direction à la Banque africaine de développement et dans le secteur privé au Sénégal et en France. Elle a été auditeur interne principal à la Banque africaine de développement. Sa vaste expérience dans le secteur privé comprend le poste de directeur administratif et financier des Assurances Générales Sénégalaises (AGS), ainsi que des postes de manager et d'auditeur senior chez ERA</p>

	<p>Audit et Expertise, AEG Paris et Ernst & Young. Mme Kane est expert-comptable et titulaire d'une maîtrise en comptabilité et finance de l'Institut Supérieur du Commerce de Paris, France.</p>
	<p>Norman LOAYZA <i>Directeur du Groupe des indicateurs mondiaux</i></p> <p>Norman Loayza est directeur du groupe des indicateurs mondiaux à la Banque mondiale. Il supervise actuellement les données et rapports phares, "Women, Business and the Law", "Enterprise Surveys", et "Business Ready", le successeur du discontinu "Doing Business".</p> <p>Auparavant, il était économiste principal au sein du groupe de recherche sur le développement et dirigeait le pôle asiatique du groupe de recherche, basé en Malaisie. Il a été directeur du Rapport sur le développement dans le monde 2014, « Risk and Opportunity : Managing Risk for Development ». Ses recherches ont porté sur divers domaines du développement économique et social, notamment la gestion macroéconomique, la croissance économique, la flexibilité microéconomique, l'épargne privée et publique, la profondeur et la stabilité financières, les catastrophes naturelles, la criminalité et la violence. Son expérience en matière de conseil à la Banque mondiale a également porté sur différents sujets dans diverses régions et divers pays. Parmi les exemples, citons l'environnement des entreprises et les performances économiques en Amérique latine, les marchés du travail informels et formels au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les lacunes dans les infrastructures publiques au Pakistan et en Égypte, l'épargne pour la stabilité macroéconomique et la croissance au Sri Lanka, en Géorgie et en Égypte, et la croissance en faveur des pauvres en Indonésie et au Pérou. En service externe de la Banque mondiale, il a été économiste principal à la Banque centrale du Chili (1999-2000), où il a donné des conseils sur la politique financière et monétaire.</p>

	<p>Norman a édité 10 livres et publié des dizaines d'articles dans des revues professionnelles et des volumes édités. De nationalité péruvienne, il est titulaire d'un doctorat en économie de l'université de Harvard (1994).</p>
	<p>Aki NISHIO <i>Vice-président du financement du développement</i></p> <p>Akihiko (Aki) Nishio est le vice-président de la Banque mondiale chargé du financement du développement (DFi), où il supervise la mobilisation stratégique des ressources de la Banque, notamment l'Association internationale de développement (IDA) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), ainsi qu'un portefeuille diversifié de fonds fiduciaires.</p> <p>À ce poste depuis février 2019, M. Nishio se concentre sur la poursuite de l'innovation de l'IDA : tirer parti de ses fonds propres en combinant les contributions des donateurs avec des ressources internes et des fonds levés sur les marchés de la dette, intensifier l'engagement dans les pays fragiles et trouver de nouveaux moyens de promouvoir le développement du secteur privé. En 2021, M. Nishio a dirigé la première reconstitution historique des ressources de l'IDA20, au cours de laquelle les partenaires du développement ont convenu d'une enveloppe record de 93 milliards de dollars. Il a également dirigé la reconstitution réussie de l'IDA19 en 2019, au cours de laquelle 82 milliards de dollars ont été engagés en faveur des pays les plus pauvres du monde. M. Nishio a 30 ans d'expérience à la Banque mondiale, combinant leadership managérial, connaissances techniques, expérience opérationnelle, et un historique de collaboration avec les partenaires du développement.</p> <p>Depuis qu'il a rejoint la Banque en tant que jeune professionnel en 1988, M. Nishio a occupé divers postes au sein de l'institution. Avant d'occuper son</p>

poste actuel, il était vice-président par intérim du département Croissance équitable, finances et institutions (EFI), tout en étant directeur de la stratégie et des opérations d'EFI. Auparavant, il a été directeur du département IDA, directeur de la stratégie et des opérations pour la région de l'Asie du Sud, directeur des opérations de l'Institut de la Banque mondiale, coordinateur du programme national pour la Chine et économiste pour l'Indonésie au sein de l'unité sectorielle du développement rural.

Avant de rejoindre la Banque mondiale, M. Nishio a travaillé pour le Fonds de coopération économique d'outre-mer (actuellement l'Agence japonaise de coopération internationale).

De nationalité japonaise et originaire de Yokohama, M. Nishio est un boursier du Conseil britannique. Il est titulaire d'un master en développement de l'université de Cambridge, d'une licence en économie de l'université Hitotsubashi au Japon et d'un diplôme de premier cycle de l'université catholique de l'Ouest à Angers, en France.



Christine Zhenwei QIANG

Directrice de la pratique mondiale en matière de développement numérique

Christine Zhenwei Qiang est directrice de la pratique mondiale du développement numérique au sein du groupe de pratique des infrastructures de la Banque mondiale. Elle dirige une équipe qui soutient la transformation numérique dans les pays en développement afin de favoriser une prospérité partagée et de réduire la pauvreté. Son équipe conseille les décideurs et les régulateurs, travaille en étroite collaboration avec le secteur privé et les partenaires de développement, et conçoit des programmes d'investissement et d'assistance technique pour améliorer la connectivité numérique et l'utilisation de la technologie numérique afin de relever les défis du développement dans les pays clients. L'équipe collabore avec d'autres pratiques mondiales et avec l'ensemble du Groupe de la

Banque mondiale pour élargir l'accès à l'infrastructure numérique, stimuler l'industrie et les capacités numériques, assurer la disponibilité et l'utilisation des plateformes numériques et contribuer à jeter les bases nécessaires à la prospérité des économies numériques. L'équipe s'emploie également à renforcer la cybersécurité et la protection des données et à exploiter le potentiel des technologies numériques pour améliorer la durabilité environnementale.

Christine a rejoint le Groupe de la Banque mondiale en 1998. Avant d'occuper le poste de directrice, elle a été chef de pratique au sein de la pratique mondiale Finance, compétitivité et innovation (FCI) pour l'Afrique occidentale et centrale, chef de pratique de l'unité Climat d'investissement mondial au sein de FCI, et chef de pratique de l'unité Investissement mondial et concurrence au sein de la pratique mondiale Macroéconomie, commerce et investissement (MTI). Elle a également été économiste en chef à la division des politiques du département mondial des TIC du groupe de la Banque mondiale. Au cours de son mandat, elle a édité les deux premiers rapports mondiaux sur l'information et les communications (2006, 2009) et a supervisé la publication des deux premiers rapports mondiaux sur la compétitivité de l'investissement (2017/18 et 2019/20). Elle a également publié des articles de journaux, des chapitres de livres et des rapports sur l'investissement dans le haut débit, le développement du secteur privé, les services basés sur les technologies de l'information, le commerce, l'investissement direct étranger, la concurrence, les réformes réglementaires, la productivité et la compétitivité.

Christine est titulaire d'un doctorat en économie et d'un master en informatique et ingénierie de l'Université Johns Hopkins.



Orsolya SZEKELY

Secrétaire du mécanisme de responsabilisation

Orsolya Szekely a été nommée secrétaire du mécanisme de responsabilisation de la Banque mondiale le 3 mai 2021 et a pris ses fonctions le 20 juillet 2021.

Avocate et spécialiste de la résolution des conflits, Mme Szekely apporte à son poste une connaissance approfondie des questions environnementales et sociales, ainsi qu'une vaste expérience du développement international. De nationalité hongroise, Mme Szekely a plus de 20 ans d'expérience auprès d'un large éventail d'organisations multilatérales et du secteur privé. Juste avant de rejoindre le mécanisme de responsabilisation de la Banque mondiale, elle était conseillère principale et coordinatrice au sein du bureau exécutif du secrétaire général de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), en charge du renforcement de la bonne gouvernance.

Mme Szekely a précédemment travaillé comme conseillère principale auprès de communautés et de parties prenantes de haut niveau en Inde, au Myanmar, en Chine, au Kirghizstan et en Afghanistan, ainsi que sur des projets au Bangladesh et au Népal. Elle a également travaillé sur l'autonomisation des femmes et leur participation aux processus de paix. Avant ces missions, elle a été chef des opérations au Bureau du Conseil de l'Europe en Bosnie-Herzégovine et a occupé le poste de représentante spéciale du secrétaire général du Conseil de l'Europe au Kosovo. Dans ses fonctions de direction au Bureau du Conseil de l'Europe à Pristina, elle a joué un rôle déterminant dans la mise en place des mécanismes de responsabilité au sein des missions des Nations unies et de l'Union européenne au Kosovo et a facilité la transition de l'institution du médiateur d'une direction internationale à une direction locale. Avant de

rejoindre la Direction des affaires politiques et de la démocratie du Conseil de l'Europe, Mme Szekely était juriste à la Cour européenne des droits de l'homme.

Lauréate de la Bourse d'études pour le leadership féminin de l'Université d'Oxford, elle a suivi le programme post-gradué du Saïd Business School diplôme de commerce mondial, axé sur l'engagement des entreprises multinationales dans les processus de paix et le développement durable. Mme Székely est titulaire d'une maîtrise en droit de l'université de Pécs, en Hongrie. Elle est médiatrice accréditée et a obtenu son certificat auprès du Centre for Effective Dispute Resolution (Centre pour la résolution efficace des conflits), au Royaume-Uni. Elle est également titulaire d'un certificat de la Harvard Law School, Programme de négociation.

FMI



Prasad ANANTHAKRISHNAN

Chef d'unité, Unité de Politique de Financement Climatique

Prasad Ananthkrishnan est le Chef d'unité de la Politique de Financement Climatique au sein du Département des Marchés Monétaires et de Capitaux du FMI et chercheur associé au CEPR. Il dirige la Task Force du FMI sur le Financement Climatique. Prasad a dirigé des missions du Programme d'Évaluation du Secteur Financier dans plusieurs pays, dont l'Allemagne (2022), la Région Administrative Spéciale de Hong Kong (2020) et le Pérou (2017), et a participé à l'évaluation du secteur financier de l'Indonésie (2016). Il a également dirigé l'Unité de Stratégie et de Planification (MCM) entre 2018 et avril 2022. Auparavant, il a travaillé au Département Moyen-Orient et Asie Centrale (2007-2015), où il a dirigé des missions de consultations au titre de l'Article IV au Koweït, en Oman et au Qatar, et a participé à des missions à Bahreïn, en Arabie Saoudite et aux Émirats Arabes Unis. Il est l'auteur d'un ouvrage sur la Macroéconomie des États Arabes

	<p>du Golfe, publié par Oxford University Press (2013), et a plusieurs autres publications sur les questions de macrofinance et de financement climatique. Il est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en commerce de l'Université de Mumbai, ainsi que d'un MBA de l'Université de Pittsburgh, aux États-Unis.</p>
	<p>Guillaume CHABERT <i>Directeur adjoint, Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation</i></p> <p>Guillaume Chabert a débuté sa carrière à la Direction générale des collectivités locales du ministère français de l'Intérieur en 2000, avant de rejoindre la Direction générale du Trésor du ministère français des Finances en 2004. En 2010, Guillaume Chabert est nommé chef de projet G20, responsable de l'équipe de coordination de la présidence française du G20 (et du G7/G8) en 2011 à la direction générale du Trésor. Il est nommé en 2013 conseiller du Premier ministre français, chargé de l'économie, des finances et des entreprises, puis nommé en 2014 directeur de cabinet adjoint du ministre français des finances. Il devient en 2015 Secrétaire adjoint aux affaires multilatérales, au commerce et aux politiques de développement à la Direction générale du Trésor, et co-président du Club de Paris et du Sous-Sherpa financier du G20/G7 pour la France. En 2021, Guillaume Chabert a pris ses fonctions actuelles de directeur adjoint au département de la stratégie, des politiques et de l'examen du Fonds monétaire international.</p> <p>Guillaume Chabert est diplômé de l'Ecole Centrale de Paris, de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et de l'Ecole Supérieure de la Fonction Publique.</p>



Stefania FABRIZIO

Directrice Adjointe, Département de Stratégie, Politique et Revue

Stefania Fabrizio est adjointe au Chef au Département de Stratégie, Politique et Revue du FMI. Auparavant, elle a travaillé au Département des Affaires Fiscales, au Département Européen et au Département Africain du FMI. Avant de rejoindre le FMI, elle était professeure invitée à l'Université de Salamanque, en Espagne. Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'Institut Universitaire Européen de Florence, en Italie. Ses recherches portent sur diverses questions dans les domaines de l'économie de genre, de l'économie du développement, des finances publiques et de la macroéconomie.



Kristalina GEORGIEVA

Directrice générale

Kristalina Georgieva a été nommée au poste de directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) le 25 septembre 2019. Elle a pris ses fonctions le 1^{er} octobre 2019.

Avant d'arriver au FMI, Mme Georgieva a été directrice générale de la Banque mondiale de janvier 2017 à septembre 2019, et a assuré pendant trois mois la présidence par intérim du Groupe de la Banque mondiale.

Auparavant, Mme Georgieva a contribué à façonner le programme de travail de l'Union européenne. En tant que vice-présidente de la Commission européenne chargée du budget et des ressources humaines, elle était responsable du budget de 161 milliards d'euros (175 milliards de dollars) de l'Union européenne, ainsi que des 33 000 agents de la Commission. À ce poste, elle a activement participé aux efforts visant à régler la crise de la dette de la zone euro, puis la crise migratoire de 2015. Elle a également été commissaire européenne chargée de la coopération internationale, de l'aide humanitaire et

de la réponse aux crises, gérant à ce titre un des plus importants budgets d'aide humanitaire au monde.

Avant son passage à la Commission européenne, Mme Georgieva avait travaillé pendant 17 ans à la Banque mondiale, où elle s'était hissée en 2008 au poste de vice-présidente et secrétaire, assurant ainsi la liaison entre la haute direction, le conseil des administrateurs et les pays actionnaires du Groupe de la Banque mondiale.

Elle avait auparavant occupé d'autres hautes fonctions à la Banque : directrice du développement durable ; directrice pour la Fédération de Russie, à Moscou ; directrice de l'environnement ; et directrice de l'environnement et du développement social pour la région Asie de l'Est et Pacifique. Son arrivée à la Banque mondiale, en tant qu'économiste spécialiste de l'environnement, remontait à 1993.

Mme Georgieva est membre de nombreuses commissions internationales : elle coprécide la Global Commission on Adaptation (« commission mondiale sur l'adaptation ») ainsi que le groupe de haut niveau des Nations Unies sur le financement humanitaire. Elle a à son actif plus d'une centaine de publications sur des thématiques environnementales et économiques, dont des manuels de macro et microéconomie.

Née à Sofia (Bulgarie) en 1953, Mme Georgieva est titulaire d'un doctorat en sciences économiques et d'une maîtrise en économie politique et sociologie de l'Université d'économie nationale et mondiale de Sofia, où elle a été professeure agrégée de 1977 à 1993. Au cours de sa carrière académique, elle a été professeure invitée à la London School of Economics et au Massachusetts Institute of Technology.



Florence JAUMOTTE

Cheffe de division, Division des Politiques Structurelles et Climatiques

Florence Jaumotte est Cheffe de division de la Division des Politiques Structurelles et Climatiques au Département de Recherche du FMI et chercheuse associée au CEPR. Elle a également travaillé dans la Division de Surveillance Multilatérale et la Division d'Études Économiques Mondiales du département, au sein de plusieurs équipes pays du FMI, et à l'OCDE à Paris. Ses domaines de recherche comprennent les politiques du marché du travail, le climat, la croissance économique, les inégalités et la macroéconomie en économie ouverte. Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université Harvard.



Julie KOZACK

Directrice du Département de la Communication

Madame Julie Kozack est à la tête du Département de la Communication (COM) du Fonds Monétaire International. En tant que Directrice de la COM, Madame Kozack est responsable de la stratégie de communication externe du FMI avec les médias et les principaux acteurs du Fonds, y compris les législatures et les parlements, les représentants du travail, les groupes de la société civile et les universitaires, ainsi que de la communication interne du Fonds. La Directrice travaille en étroite collaboration avec la Directrice Générale et la haute direction du FMI sur la communication des opérations de l'institution, y compris les décisions en matière de politique et de prêt.

Madame Kozack était précédemment Directrice adjointe au Département Européen (EUR), où elle supervisait le travail du FMI sur l'Ukraine. Avant cela, elle était Directrice adjointe au Département de l'Hémisphère Occidental (WHD) et négociatrice principale pour l'Argentine dans le cadre de son programme. Madame Kozack a également travaillé dans les Départements de Recherche et de Stratégie

et Revue de Politique du Fonds. Elle a été chef de mission pour l'Allemagne, l'Islande (pendant la période du programme de crise), la Lituanie, la Pologne, et chef de mission adjointe pour la Russie. Madame Kozack a été très impliquée dans les travaux de surveillance multilatérale, notamment sur l'engagement du G20 et du G7 au moment de la crise financière mondiale.

Madame Kozack a également mis à profit son expertise en leadership et en communication dans son rôle de trois ans en tant que Directrice de l'Institut Régional de Formation de Singapour, démontrant ainsi ses compétences en gestion et en leadership éprouvées, en dirigeant un institut indépendant loin du siège central avec un mélange de personnel du siège, local et expert. Elle a supervisé la fourniture de formations et de renforcement des capacités à la région Asie-Pacifique et a élargi la compréhension du FMI en dialoguant avec des parlementaires de la région lors de workshops et d'autres forums de formation, ainsi que par des engagements publics et médiatiques.

Madame Kozack, citoyenne des États-Unis, est titulaire d'un doctorat ainsi que de deux diplômes de master en économie de l'Université Columbia, à New York. Elle est diplômée d'un BA de l'Université Rutgers.



Antonio SPILIMBERGO

Directeur Adjoint, Département de Recherche

Antonio Spilimbergo est Directeur Adjoint au Département de Recherche du FMI et chercheur associé au CEPR. Il a étudié l'économie à l'Université Bocconi de Milan et a obtenu son doctorat en économie du MIT. Il a été chef de mission du FMI pour le Brésil, l'Italie, la Russie, la Slovaquie et la Turquie. Il a travaillé à la Banque Interaméricaine de Développement. Depuis juillet 1997, il a travaillé dans les départements Européen, Fiscal, de Recherche et de l'Hémisphère Occidental au FMI. Ses domaines d'intérêt sont : le commerce

	<p>international, le développement, l'économie du travail, l'économie politique et la macroéconomie. Ses principales publications ont été publiées dans l'<i>American Economic Review</i>, l'<i>American Economic Journal: Macroeconomics</i>, le <i>Journal of Economic Growth</i>, la <i>Review of Economic Studies</i>, le <i>Journal of International Economics</i>, le <i>Journal of Development Economics</i>, et la <i>Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy</i>. Il a édité deux livres sur l'Europe et le Brésil et il est l'auteur du livre "SI-Vax". Il a été chef de mission pour la Slovénie, l'Italie, la Russie, la Turquie et le Brésil. Il est chercheur associé au CEPR.</p>
	<p>Rhoda WEEKS-BROWN <i>Conseillère Générale et Directrice du Département Juridique</i></p> <p>Rhoda Weeks-Brown est la Conseillère Générale et Directrice du Département Juridique du Fonds Monétaire International. Elle conseille le Conseil d'administration du FMI, la direction, le personnel et les membres des pays sur tous les aspects juridiques des opérations du FMI, y compris ses fonctions de prêt, de réglementation et de conseil. Tout au long de sa carrière au FMI, elle a dirigé les travaux du Département Juridique sur un large éventail de questions politiques et de pays importantes. Elle a également donné des conférences, rédigé des articles et de nombreux documents pour le Conseil d'administration du FMI sur tous les aspects du droit du FMI. Madame Weeks-Brown a également été Directrice adjointe au Département de la Communication du FMI, où elle a dirigé les communications et la sensibilisation du FMI en Afrique, en Asie et en Europe ; elle a joué un rôle clé dans la transformation de la stratégie de communication du FMI ; et a dirigé les communications stratégiques du FMI sur des sujets juridiques et politiques clés. Madame Weeks-Brown est titulaire d'un diplôme de Juris Doctor de la Harvard Law School et d'un B.A. en économie (summa cum laude) de l'Howard University. Avant de rejoindre le FMI, elle a travaillé dans un grand</p>

cabinet d'avocats d'entreprise à Washington DC. Elle est membre du barreau de New York, du Massachusetts et du district de Columbia, ainsi que du barreau de la Cour Suprême. Elle est également membre du Comité du Droit Monétaire International de l'Association de Droit International (MOCOMILA) et du Groupe Consultatif pour le Forum sur la Dette Souveraine. Madame Weeks-Brown siège aux conseils d'administration de TalentNomics, Inc., une organisation à but non lucratif axée sur le développement des femmes leaders à l'échelle mondiale, et de Results for America, une organisation à but non lucratif travaillant à améliorer les résultats pour les communautés grâce à des programmes sociaux axés sur les résultats. Elle a été nommée l'une des 27 meilleurs conseillers juridiques mondiaux (2020) par le Financial Times, et l'une des 5 meilleurs conseillers juridiques dans le domaine de la promotion des normes éthiques.

Sous sa direction, le Département Juridique du FMI a été présélectionné pour deux prix Financial Times, pour l'Innovation en Conseil Stratégique et en Conseil sur les Risques et pour l'Équipe Juridique Interne la plus Innovante en Amérique du Nord.

ACTION



Xochitl SANCHEZ

Directrice du Secrétariat

Xochitl Sanchez est la Directrice du Secrétariat de l'ACTION où elle a précédemment travaillé pendant plusieurs années en tant que conseillère principale en finance pour le développement. Avant de rejoindre l'ACTION, Xochitl était associée de programme senior à la Microcredit Summit Campaign, où elle a co-dirigé le développement et la recherche de l'agenda axé sur les innovations et les meilleures pratiques dans le domaine de la microfinance et de l'inclusion financière, et coordonné les efforts d'engagement des parties prenantes et de renforcement des partenariats pour les Sommets. Elle a également travaillé précédemment avec le Projet Borgen en tant que coordinatrice régionale pour

étendre leurs campagnes de réduction de la pauvreté et avec la Fondation Leon H. Sullivan sur la sensibilisation et les communications.

ARIZONA STATE UNIVERSITY



Peter SCHLOSSER

Vice-président et Vice-recteur de Global Futures

Peter Schlosser est le Vice-président et Vice-recteur de Global Futures, Professeur Global Futures de l'Université et dirige le Julie Ann Wrigley Global Futures Laboratory à l'Arizona State University. Il est également professeur associé dans l'École de Durabilité, l'École d'Exploration de la Terre et de l'Espace, et l'École de Génie Durable et de l'Environnement Bâti.

Avant de rejoindre l'ASU en janvier 2018, le Dr Schlosser a passé vingt-huit ans à l'Université Columbia, où il était Professeur de Géophysique Maurice Ewing et J. Lamar Worzel et Président du Département de Génie de la Terre et de l'Environnement, Professeur de Sciences de la Terre et de l'Environnement, et directeur adjoint et directeur de la recherche à l'Earth Institute. Il a également été membre et président fondateur du corps professoral de l'Earth Institute et membre du personnel supérieur de l'Observatoire de la Terre Lamont-Doherty. Avant de rejoindre l'Université Columbia, il était Professeur Adjoint au Département de Physique de l'Université de Heidelberg.

La recherche de Schlosser se concentre sur l'hydrosphère, principalement la circulation de l'eau dans les océans et les eaux souterraines, y compris des études sur les problèmes causés par l'impact humain. Il est Co-Président de la Earth League, Président du Groupe de Pilotage de l'Étude Internationale des Changements Arctiques, et membre des Conseils d'Administration du Réseau d'Observation Arctique Durable et du Consortium de Durabilité. Il est membre de l'Académie Nationale des Sciences d'Allemagne et Fellow de l'Union Géophysique Américaine, de l'Association

Américaine pour l'Avancement des Sciences, et de l'Explorers Club. Il a siégé à de nombreux comités scientifiques nationaux et internationaux de pilotage et de conseil.

ASU WRIGLEY GLOBAL FUTURES LAB



Amanda ELLIS
Directrice Exécutive

L'ancienne ambassadrice des Nations unies Amanda Ellis occupe actuellement le poste de Directrice Exécutive, Asie-Pacifique, pour l'Institut Global de Durabilité et d'Innovation et de Directrice Principale, Partenariats et Réseaux Globaux, pour le Julie Ann Wrigley Global Futures Laboratory à l'Arizona State University. Elle est co-présidente du défi WE Empower UN SDG, lancé par le Secrétaire général des Nations Unies, le Président de la Banque mondiale et le Conseil des femmes leaders mondiales en 2018 pour promouvoir l'entrepreneuriat inclusif.

Parmi ses précédentes fonctions, on compte celle de Chef de Mission et Ambassadrice de la Nouvelle-Zélande auprès des Nations unies à Genève, Ambassadrice inaugurale pour les femmes et les filles et Envoyée Spéciale du Premier Ministre pour l'Afrique francophone. Mme Ellis a joué un rôle clé dans la candidature réussie de la Nouvelle-Zélande au Conseil de Sécurité des Nations unies, puis a été co-présidente du Groupe de Travail de Haut Niveau du CSNU sur l'Accès Humanitaire en Syrie. De 2010 à 2013, en tant que Secrétaire Adjoint au Développement International et première femme à diriger le Programme d'Aide de la Nouvelle-Zélande, Mme Ellis était responsable d'un budget annuel de plus de 0,6 milliard de dollars. Avant cela, Mme Ellis était Spécialiste Principal dans le Groupe de Gestion de la Réduction de la Pauvreté et de la Gestion Économique à la Banque mondiale à Washington D.C., où elle a géré le Forum des Leaders du Secteur Privé Mondial du Président de la Banque mondiale et a dirigé le projet de recherche sur le genre Doing Business qui a créé "Women, Business and the Law".

Pendant son séjour à la Banque mondiale, elle a travaillé avec l'Unité de Renseignement Économique pour créer l'Indice des Opportunités Économiques pour les Femmes. Mme Ellis a également fondé le programme genre de la Société Financière Internationale, où elle a développé les premières lignes de crédit pour les femmes entrepreneures en Afrique, distribuées par le biais de banques locales. À la fin des années 1990, elle a occupé des postes de direction supérieure à la Westpac Banking Corporation en Australie, notamment en tant que Responsable des Marchés Féminins et Directrice Nationale des Femmes en Affaires, développant rapidement une nouvelle entreprise pour atteindre plus d'un demi-milliard de dollars de revenus annuels en seulement trois ans.

Mme Ellis est l'auteure de deux best-sellers de Random House, *Women's Business*, *Women's Wealth* et *Woman 2 Woman*, auteure principale de cinq titres de recherche de la série *Directions in Development* de la Banque mondiale sur le genre et la croissance en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie de l'Est et dans le Pacifique et co-auteure de l'Indice de l'Égalité des Genres et de la Gouvernance de 2020. Membre fondatrice de l'Alliance Bancaire Mondiale pour les Femmes, Mme Ellis est la lauréate du Prix pour l'ensemble des réalisations de la TIAW pour les services rendus à l'autonomisation économique des femmes, du Prix d'Alumni Distingué du Centre Est-Ouest, du Prix d'Alumna Distinguée du Collège Columba et du Temple de la Renommée des Affaires de Nouvelle-Zélande. Mme Ellis siège aux conseils consultatifs du Forum sur la Gouvernance Mondiale, du Programme des Nations Unies pour l'Égalité des Genres, de l'Alliance pour la Planète Bleue, de la Croissance Verte d'Hawaï, du Musée Bishop, de l'Institut pour le Climat et la Paix, du Conseil des Gouverneurs du Centre Est-Ouest et du Comité Consultatif du Conseil des Relations Étrangères sur l'inclusion économique. Elle est également membre adjointe de haut niveau du Centre Est-Ouest à Hawaï et membre de l'Académie

Mondiale d'Art et de Science, membre de NZ Global Women et membre honoraire de BPW International et de Rotary International.

Mme Ellis est titulaire d'une licence de première classe avec mention en français et en économie de l'Université d'Otago, en Nouvelle-Zélande, d'une maîtrise de l'Université de Hawaï à Manoa qu'elle a obtenue avec une bourse du Centre Est-Ouest, d'un LTCL du Trinity College de Londres. Elle a suivi des programmes de formation pour cadres à la Harvard Business School et à la Kennedy School of Government, à la Stanford Graduate School of Business et à l'INSEAD, ainsi que le cours de sécurité transnationale du Centre pour les Études de Sécurité du Pacifique pour les généraux deux étoiles et les équivalents civils.

NATIONAL DEMOCRATIC INSTITUTE



Corina REBEGEA

Conseillère Principale en Matière de Lutte contre la Corruption

Corina Rebegea est Conseillère Principale en Matière de Lutte contre la Corruption au sein de le National Democratic Institute (NDI) où elle supervise des projets mondiaux sur la responsabilité, l'intégrité et la lutte contre la corruption. Elle possède plus de 15 ans d'expérience dans le domaine de l'État de droit, de la bonne gouvernance et de la politique étrangère. Avant de rejoindre le NDI, Corina était Directrice de la Résilience Démocratique au Center for European Policy Analysis (CEPA), où elle a dirigé la programmation du centre sur l'avenir de la gouvernance démocratique et la lutte contre l'influence néfaste étrangère. Elle a également travaillé avec le Programme Régional sur l'État de Droit du Sud-Est de l'Europe de la Fondation Konrad Adenauer, où elle a géré des projets axés sur l'État de droit, la réforme judiciaire et la lutte contre la corruption. Elle a dirigé des recherches et publié des articles sur la lutte contre la désinformation, l'État de droit, la corruption et la politique étrangère.

STIMSON CENTER



Julian MUELLER-KALER,

Directeur du Strategic Foresight Hub

Julian Mueller-Kaler est le Directeur du Hub de Prospective Stratégique au sein du Bureau Exécutif du Stimson Center et il occupe également le poste de Chef de Cabinet du Président et du Directeur Général. Il coordonne et gère des projets spéciaux, conseille sur la stratégie et soutient le développement institutionnel. En tant que Directeur du Hub, il mène des recherches sur les tendances mondiales, évalue les implications des technologies émergentes sur la société et la politique, et rédige sur la montée du populisme, les relations entre les États-Unis et la Chine, et l'avenir de l'ordre international libéral.

Avant de rejoindre le Stimson Center, Mueller-Kaler était chercheur principal résident au Atlantic Council GeoTech Center et à l'Initiative Stratégique Scowcroft où il a travaillé sur la géopolitique de la technologie et a dirigé le programme AI Connect du GeoTech Center - un programme conjoint avec le Département d'État américain visant à encourager la gestion responsable des technologies de l'IA dans le Sud Global. Il est également chercheur non-résident à l'American-German Institute (AGI) à Washington D.C., associé au German Council on Foreign Relations (DGAP) à Berlin, et a précédemment travaillé en tant que consultant au bureau du Directeur Exécutif Allemand au Groupe de la Banque Mondiale. Mueller-Kaler est diplômé en tant que boursier Fulbright-Schuman (M.A.) de l'École des Affaires Étrangères de l'Université de Georgetown et détient un diplôme en Relations Internationales (B.A.) de l'Université Zeppelin dans le sud de l'Allemagne.

TRANSPARENCY INTERNATIONAL



Nadishani PERERA

Directrice Exécutive de Transparency International Sri Lanka

Mme Nadishani Perera est la Directrice Exécutive de Transparency International Sri Lanka, le chapitre sri-lankais de Transparency International, le mouvement mondial de lutte contre la corruption. Elle est avocate, titulaire d'une licence en droit de l'Université de Colombo et d'une maîtrise ès arts en études sur le développement et en politique publique de l'Open University of Sri Lanka. Elle a également obtenu des diplômes d'études supérieures en marketing (CIM) et en comptabilité de gestion (CIMA).

Avant de rejoindre TISL, Mme Perera était impliquée dans la mise en œuvre de projets et le plaidoyer auprès d'organisations non gouvernementales humanitaires, de développement et de plaidoyer. Elle a également élaboré des directives nationales et des politiques nationales pour l'Autorité nationale de protection de l'enfance et la police du Sri Lanka, et a facilité la planification stratégique, le renforcement des capacités et l'analyse axée sur les droits pour le secteur non étatique. Nadishani est actuellement une défenseuse de premier plan de la lutte contre la corruption et de la gouvernance démocratique au Sri Lanka, et elle dirige également l'action collective de la société civile pour le plaidoyer.

UNITE



Ricardo B. LEITE

Fondateur et Président de UNITE

Le Dr Ricardo Baptista-Leite est médecin et ancien membre du Parlement portugais, où il siégeait aux commissions de la santé et des affaires étrangères. Il est le Président Fondateur de UNITE - Réseau Parlementaire pour Mettre Fin au VIH/SIDA, à l'Hépatite Virale et à la Tuberculose, une plateforme mondiale de décideurs politiques.

Le Dr Baptista-Leite est également responsable de la santé publique à l'Institut des Sciences de la Santé de l'Université Catholique du Portugal, coordinateur de

l'Unité de Santé Durable à l'École d'Information NOVA et conférencier invité à la Faculté de Médecine NOVA. Il est le fondateur de CREATING HEALTH - Financement de la Recherche et de l'Innovation et co-fondateur des Conférences d'Estoril.

Le Dr Baptista-Leite a suivi des études post-universitaires dans plusieurs universités, dont Johns Hopkins, la Harvard Kennedy School et la Harvard Medical School.

ALLEMAGNE



Volkmar KLEIN, Allemagne

Député, Commission de la Coopération Économique et du Développement, Allemagne

L'Honorable Volkmar Klein est un membre allemand du Bundestag pour la circonscription 148 Siegen-Wittgenstein pour le parti CDU. Il est né à Siegen le 3 janvier 1960. Klein a étudié l'économie à Bonn et à partir de 1979, il a occupé divers postes au sein de la Junge Union (JU), l'organisation de jeunesse de la CDU, ainsi qu'en tant que politicien local et maire à Burbach. En 1995, il est entré au Parlement de l'État de Rhénanie-du-Nord-Westphalie (NRW) en tant que député. De 2001 à 2018, il a été membre du comité exécutif du parti CDU, depuis 2003 président du district CDU de Siegen-Wittgenstein, et de 2004 à 2016 président de l'Association de travail évangélique du CDU en NRW.

Il est membre du Bundestag depuis 2009. Il a été membre des groupes de travail sur les affaires étrangères et le budget du groupe parlementaire CDU/CSU et des commissions parlementaires sur les affaires étrangères et le budget, et il est actuellement membre de la Commission de Coopération Économique et de Développement.

BURUNDI



Emmanuel SINZOHAGERA

Sénateur et Président du Sénat, Burundi

Son Excellence Emmanuel Sinzohagera occupe les fonctions de Sénateur et de Président du Sénat pour la République du Burundi. Il a précédemment travaillé pour le chapitre burundais de la Banque mondiale, pour l'Agence Nationale des Routes, et a été à la tête d'une entreprise privée. Son Excellence détient, entre autres diplômes, un doctorat en administration des affaires de l'Université de Nicosie, une maîtrise en études religieuses de l'Université d'Afrique et une maîtrise en économie de l'Université Internationale de l'Atlantique.

CAMEROUN



Aliyoum FADIL

Député, Commission des Finances et du Budget, Cameroun

L'Honorable Aliyoum Fadil est membre de l'Assemblée Nationale du Cameroun, où il contribue à la Commission des Finances et du Budget. De plus, il préside la section camerounaise du Réseau Parlementaire et soutient activement la Banque Mondiale, participant à des engagements mondiaux tels que la visite sur le terrain au Maroc en 2023.

CANADA



Rosa GALVEZ

Sénatrice, Présidente de la Commission de l'Énergie, de l'Environnement et des Ressources Naturelles, Canada

La sénatrice Rosa Galvez, originaire du Pérou, est l'une des principales expertes canadiennes en matière de contrôle de la pollution et de ses effets sur la santé humaine. Elle a été nommée au Sénat le 6 décembre 2016, représentant le Québec (Bedford).

Tout au long de sa carrière, elle a été sollicitée par des organisations privées, gouvernementales et communautaires pour offrir des conseils d'expert. Elle

a également conseillé plusieurs organisations internationales, notamment sur les accords Canada-États-Unis et Québec-Vermont concernant la protection des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. Elle a également mené une importante étude sur la catastrophe de la marée noire à Lac-Mégantic.

La sénatrice Galvez est membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec, de la Société canadienne de génie civil et d'Ingénieurs sans frontières. Ses recherches l'ont amenée dans de nombreux pays, notamment en France, en Italie, en Belgique, au Japon et en Chine.

Elle est titulaire d'un doctorat en génie de l'environnement de l'Université McGill et est professeure à l'Université Laval à Québec depuis 1994, où elle a dirigé le Département de Génie Civil et des Eaux de 2010 à 2016. Elle se spécialise dans la décontamination de l'eau et du sol, la gestion des déchets et des résidus, ainsi que dans l'évaluation de l'impact et du risque environnementaux.



Tony LOFFREDA

Sénateur, Vice-Président de la Commission permanente du Sénat sur la Banque, le Commerce et l'Économie, Canada

Le sénateur Tony Loffreda a été nommé au Sénat du Canada en 2019 par le gouverneur général du Canada sur recommandation du Premier ministre.

Il siège actuellement au sein de la Commission permanente du Sénat sur les Finances nationales et de la Commission permanente du Sénat sur l'Économie, le Budget et l'Administration intérieure. Il est également Vice-Président de la Commission permanente du Sénat sur la Banque, le Commerce et l'Économie. Le sénateur Loffreda siège également à plusieurs groupes de travail du Sénat. Il est membre de diverses associations parlementaires et groupes interparlementaires, notamment en tant que Vice-Président du Groupe interparlementaire Canada-Italie et Président du Chapitre canadien du Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le Fonds

monétaire international. Il est membre du Groupe des sénateurs indépendants.

Avant sa nomination, le sénateur Loffreda était Vice-Président et Cadre supérieur chez RBC. Il a également siégé à divers conseils d'administration et comités, notamment le Conseil d'administration de l'Université Concordia ; le Réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux pour l'ouest de Montréal ; Montréal International ; la Fondation communautaire italo-canadienne ; la Chambre de commerce italienne au Canada ; et le comité exécutif de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Il est un philanthrope de premier plan, actif au service de nombreuses communautés, ayant présidé des activités de collecte de fonds à travers la province pour diverses causes telles que l'École Giant Steps ; l'Hôpital général juif de Montréal ; le Centre de recherche Goodman de l'Université McGill ; l'Institut du cancer de Montréal et bien d'autres. Il est également un conférencier fréquent et recherché sur les questions économiques et communautaires.

Parmi ses nombreuses récompenses et distinctions, il a reçu la Médaille d'or du Lieutenant-Gouverneur du Québec pour le Mérite exceptionnel ; la Médaille du jubilé de diamant de la Reine Elizabeth II ; la Médaille du Souverain pour le bénévolat du Gouverneur général du Canada ; le Prix de la Personne de l'Année de l'Association canado-italienne des affaires et des professions ; le Prix Philhellène de l'Année de la Communauté hellénique du Grand Montréal ; et la Médaille du 150e anniversaire du Sénat du Canada qu'il a reçue avant sa nomination. Il a également été intronisé en tant qu'administrateur au Temple de la renommée du soccer Montréal-Concordia.

Le sénateur Loffreda a réussi l'examen final de l'Institut américain des comptables agréés et a obtenu la désignation de comptable agréé des États-Unis par l'intermédiaire de l'Université de l'Illinois. Le sénateur Loffreda détient également une désignation

internationale de comptable en gestion globale agréé du Comptable agréé en gestion globale américain. Il a obtenu son baccalauréat en commerce avec une spécialisation en comptabilité de l'Université Concordia.

CÔTE D'IVOIRE



Kandia CAMARA

Sénatrice et Présidente du Sénat, Côte d'Ivoire

Son Excellence Kandia Camara est Sénatrice et Présidente du Sénat de la République de Côte d'Ivoire. En 2003, elle a été nommée Conseillère Spéciale du Premier Ministre du Gouvernement de Réconciliation Nationale et de Transition, un poste qu'elle a occupé jusqu'en 2010. Elle est devenue Ministre de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle en 2011. Elle a occupé ce poste jusqu'au 6 avril 2021, date à laquelle elle a été nommée Ministre d'État chargée des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora dans le gouvernement du Premier Ministre Patrick Achi, devenant ainsi la première femme Ministre d'État en Côte d'Ivoire. Camara est adjointe au maire d'Abobo depuis 2001 et députée de la commune depuis 2011.

Son Excellence est titulaire d'une licence en anglais de l'Université d'Abidjan et d'un Certificat d'Études Approfondies en Éducation de l'Université de Lancaster en Angleterre. Elle a enseigné l'anglais au Collège Moderne de Cocody de 1983 à 1984, puis au Collège Treich-la-Plène à Treichville de 1984 à 1986, et au Lycée Professionnel Hôtelier à Abidjan de 1986 à 2002.



Madjara Tiegbana COULIBALY, Côte d'Ivoire
*Députée, Côte d'Ivoire; Membre du Conseil
d'Administration du Réseau Parlementaire sur la
Banque mondiale et le FMI*

L'Honorable Madjara Tiegbana Coulibaly a été élue membre de l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire en mars 2021. Auparavant, elle a occupé des fonctions exécutives à la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest pendant 35 ans. L'Honorable Coulibaly est également la Présidente de Bâton du Pèlerin, une ONG dédiée à aider les femmes et les enfants à sortir de la pauvreté.

DANEMARK



Karen MELCHIOR
*Membre du Parlement européen, Commission des
affaires juridiques et des droits des femmes et de
l'égalité des genres*

L'Honorable Karen Melchior est membre du Parlement européen pour le Danemark. Ses activités parlementaires incluent la coordination des membres de Renew Europe au sein de la Commission des affaires juridiques. Elle est également membre de la Commission des droits des femmes et de l'égalité des genres et membre suppléante de la Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs.

Elle est titulaire d'une maîtrise en droit ainsi que d'un Master en Administration publique de l'École Nationale d'Administration (ENA) et a travaillé pendant plus de 10 ans au ministère danois des Affaires étrangères en tant que diplomate. En tant que députée européenne, l'Honorable Melchior s'investit dans la régulation de la numérisation, des plateformes et de l'intelligence artificielle. Elle milite pour les droits numériques et la protection des consommateurs à l'ère de la numérisation.

ÉGYPTE



Sahar ALBAZAR

Députée, Vice-Présidente de la Commission des Relations étrangères, Égypte

L'Honorable Sahar Albazar est membre du Parlement depuis 2020 et est la Vice-Présidente de la Commission des Affaires étrangères. Elle est également Présidente du Forum des Jeunes Parlementaires de l'UIP depuis 2021. L'Honorable Albazar possède une vaste expérience dans le développement et la société civile en Égypte, en Somalie et au Kenya, abordant l'autonomisation des femmes, l'éducation, l'emploi des jeunes et les soins de santé. Elle a une expérience concrète dans la proposition et la communication de recommandations politiques à des publics divers, allant des clients aux principaux intervenants et aux hauts fonctionnaires gouvernementaux.

Avant d'occuper son poste au Parlement, l'Honorable Albazar était Conseillère du Ministre au Ministère de la Solidarité sociale, où elle a dirigé l'unité de Responsabilité sociale des entreprises et de Partenariats public-privé du Ministère de 2016 à 2020. Elle a également été Consultante en Protection sociale et Évaluation de l'impact à la Banque mondiale en Égypte de 2016 à 2017.

Elle est titulaire d'une licence en Administration des affaires de l'Université Ain Shams au Caire et d'un diplôme de Master en Administration publique (MPA) de l'Université Harvard.



Amira SABER

Députée, Secrétaire Générale de la Commission des Relations étrangères, Égypte

L'Honorable Amira Saber Alsayed Mohamad est membre du Parlement égyptien et secrétaire générale de la commission des relations étrangères.

L'Honorable Amira est titulaire d'un diplôme de master en études du développement de l'Université de Sussex, classée première mondiale dans le domaine des études du développement, où elle a reçu la prestigieuse bourse Chevening. Elle est également

titulaire d'un MBA de l'École de commerce ESLSCA, avec une spécialisation en marketing international. Amira est membre du Parti social-démocrate égyptien et du Comité de coordination des jeunes leaders et des politiciens des partis. Elle possède à la fois le certificat de formateur professionnel agréé (PCT) et le certificat d'analyse des politiques publiques de l'American University au Caire.

ESPAGNE



Esther DEL BRÍO

Sénatrice, Espagne; Membre du Conseil d'administration du Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le FMI

L'Honorable Esther del Brío est professeure d'économie financière à l'Université de Salamanque (Espagne), bien qu'elle ait également été formée à l'Université de Cambridge et qu'elle ait parcouru le monde, à la fois en personne et à travers ses publications : des dizaines d'articles scientifiques sur la finance, les marchés financiers, la gouvernance d'entreprise et l'éducation et l'inclusion financières. Elle a également été porte-parole pour les questions économiques et les services publics au Sénat espagnol.

Parmi d'autres fonctions, l'Honorable Del Brío a été membre de la Commission de l'économie et des affaires, de la Commission du travail, des migrations et de la sécurité sociale ainsi que de la Commission de la fonction publique.

FRANCE



Eléonore CAROIT

Députée, vice-présidente de la commission des affaires étrangères, France

L'Honorable Eléonore Caroit est députée à l'Assemblée nationale française et représente la deuxième circonscription des Français de l'étranger depuis 2022. Elle est vice-présidente de la commission des affaires étrangères et membre du conseil consultatif de l'Agence française de développement.

Eléonore Caroit est diplômée de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (Sciences-Po). Elle est titulaire d'un master en droit des affaires internationales de l'Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne et Sciences-Po Paris. Elle est également titulaire d'un LL.M. de l'Université de Columbia à New York où elle a été reconnue Harlan Fiske Stone Scholar et a reçu la reconnaissance de la Parker School en droit international et comparé. Eléonore est bilingue en espagnol et en français, elle parle couramment l'anglais et l'italien et a une connaissance pratique du portugais. Elle est admise aux barreaux de New York et de Paris, et est membre de l'ordre des avocats de Genève.



Estelle YOUSOUFFA, France

Députée, Membre de la Commission des affaires étrangères, France

Membre de l'Assemblée nationale française depuis son élection en juin 2022 et membre de la Commission des affaires étrangères, l'Honorable Estelle Youssouffa représente la première circonscription de Mayotte, son île natale et département d'outre-mer français dans le canal du Mozambique oriental. Estelle est membre du groupe politique de centre-droit "Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires".

Son engagement à la tête du Collectif des Citoyens de Mayotte et son élection font suite à une carrière de 20 ans en tant que journaliste télévisuelle et consultante en communications et affaires internationales. Après avoir travaillé comme journaliste pour France 2, TV5 Monde, Al Jazeera English et LCI, elle a travaillé pour plusieurs entreprises et institutions internationales, dont la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, en tant que consultante. Elle a créé la conférence appelée "Séminaire des leaders", qui a réuni 60 dirigeants occidentaux, arabes et africains à Marrakech en 2014, Abidjan en 2016 et Kigali en 2017. Elle est membre du Réseau des leaders africains, ancienne participante au programme Young Leaders de la French-American Foundation (2011-2012) et au programme Young Leaders des Dialogues Atlantiques du German Marshall Fund (2013).

L'Honorable Youssouffa est diplômée en journalisme à Tours, France, avant d'étudier les relations internationales et les sciences politiques à l'Université du Québec à Montréal, Canada.

GHANA



Collins ADOMAKO-MENSAH

Député, Membre des Commissions des Finances et de la Santé, Ghana; Trésorier du Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le FMI

L'Honorable Adomako-Mensah est diplômé de l'Université du Ghana en 2007 avec une mention très bien en banque et finance. Il détient également une maîtrise en finance de l'Université du Ghana. Il est membre agréé de l'Institut agréé de la Banque. Il a été élu membre du Parlement ghanéen pour la circonscription de Afigya Kwabre North lors de la 8e législature du Ghana. Il est membre des commissions des finances et de la santé du Parlement. Avant cela, il a travaillé au sein de la Fidelity Bank et de la GCB Bank Ghana Limited, entre 2011 et 2019.

ITALIE



Giulio CENTEMERO

Député, Co-Président du Panel sur le Commerce et les Investissements, représentant auprès de la Banque mondiale et du FMI, et membre de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée, Italie.

L'Honorable Giulio Centemero est membre de la Chambre des Députés au sein de la Commission des Finances VI, coordinateur de l'unité des marchés financiers du Département de l'Économie de la Ligue et trésorier du parti depuis 2014. Il est membre de la délégation italienne à l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM). Il est expert-comptable et commissaire aux comptes, titulaire d'un diplôme en économie et commerce de l'Université de Bergame, d'un master exécutif en gestion des affaires publiques de la SDA Bocconi ainsi que d'un certificat d'études supérieures en gestion de projet de l'Université de Boston.

L'Honorable Centemero a suivi une formation professionnelle en fusion-acquisition fiscale et a en même temps consolidé son expérience politique au Parlement européen aux côtés de Matteo Salvini. Il est également co-président du panel économique de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée, membre du conseil exécutif du Réseau parlementaire international pour l'éducation et président du groupe interparlementaire d'amitié Italie-Arménie.

Il a publié des interviews et des articles dans des magazines généralistes et du secteur financier. Son plus grand intérêt réside dans les technologies financières et les marchés de capitaux alternatifs.

JAMAÏQUE



Marlene FORTE

Députée, ministre des Affaires juridiques et constitutionnelles

L'Honorable Marlene Malahoo Forte, CR, MP, a été nommée ministre des affaires juridiques et constitutionnelles en janvier 2022. Avant cette nomination, elle est devenue procureur général de la Jamaïque, lorsque le cabinet du parti travailliste jamaïcain (JLP) dirigé par Andrew Holness a prêté serment le 7 mars 2016. Elle a effectué un troisième mandat législatif et a siégé dans les deux chambres du Parlement jamaïcain. Elle est actuellement élue députée de la circonscription de Saint James West Central et a déjà été sénatrice de l'opposition et ministre fictive de la santé entre 2012 janvier et 2016 février. Avant cela, elle a été sénatrice du gouvernement et ministre d'État aux affaires étrangères et au commerce extérieur entre 2009 juillet et 2011 décembre.

KOSOVO



Jeta STATOVCI

Députée, vice-président de la commission de l'économie et de la commission du budget, Kosovo

L'Honorable Statovci est l'une des plus jeunes membres du Parlement du Kosovo et est en fonction depuis mars 2021. Elle est vice-présidente de la commission de l'économie, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et du commerce et membre de la commission du budget, du travail et des transferts. En outre, elle a participé à la commission d'enquête sur la gestion des crises énergétiques et à la commission parlementaire sur l'accord de stabilisation et d'association au Parlement européen. Au cours de son mandat au Parlement, elle a accordé une grande attention aux développements économiques dans le pays, en relation avec le marché du travail - en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes, le secteur de l'énergie et l'esprit d'entreprise.

Auparavant, elle a été conseillère en matière de santé et de politique sociale auprès du président de l'Assemblée du Kosovo, qui est actuellement le président de la République du Kosovo, Vjosa Osmani. Au cours de cette période, L'Honorable Statovci a participé activement à la proposition de mesures visant à lutter contre le COVID-19 et a fait partie de l'équipe chargée de rédiger une loi anti-COVID. Elle a également travaillé en tant que conférencière et consultante en gestion de la santé pour plusieurs institutions.

Elle est titulaire d'une maîtrise de la London School of Economics (LSE) en économie de la santé internationale et d'une licence en économie et gestion du Rochester Institute of Technology (RIT Kosovo).

LUXEMBOURG



Sven CLEMENT

Député, Commission de la justice, Luxembourg

L'Honorable Sven Clement est député luxembourgeois et cofondateur et président honoraire du Parti Pirate Lëtzebuerg. Il est membre de la commission de la justice, de la commission de la santé et de la sécurité sociale, de la commission de l'économie, des PME, de l'énergie, de l'espace et du tourisme, et de la sous-commission des affaires européennes.

L'Honorable Clement a étudié l'informatique de gestion à l'université de la Sarre, où il a également représenté le parti pirate au sein du parlement étudiant de l'université. Avec son collègue de parti Jerry Weyer, il dirige une société de conseil en communication numérique. À la suite des élections générales du 14 octobre 2018, il a été élu à la Chambre des députés pour la circonscription centrale le 30 octobre 2018. Depuis le 14 septembre 2020, il est également PDG d'AccountTech SARL, qui regroupe plusieurs produits FinTech et RegTech.

MAROC



Neila TAZI

Sénatrice ; présidente de la commission des affaires étrangères, Chambre des conseillers, Maroc

L'Honorable Neila Tazi est sénatrice à la Chambre des conseillers du Maroc depuis 2015, où elle a été la première femme vice-présidente du Sénat de 2016 à 2018, et la première à présider les sessions plénières. Elle est également présidente de la commission des affaires étrangères à la Chambre des conseillers.

Elle est née à Washington DC, où son père était directeur exécutif de la Banque mondiale à la fin des années 1960, ce qui lui a permis d'entretenir des liens avec la Banque mondiale tout au long de sa vie. Elle est présidente de la section marocaine du Réseau parlementaire (PN) et joue fréquemment un rôle actif dans les activités mondiales et régionales du PN. L'Honorable Tazi a été élue présidente de la Fédération des industries culturelles et créatives en février 2019. En 1998, elle a fondé le Festival des gnaouas et des musiques du monde d'Essaouira.

ROYAUME-UNI



Liam BYRNE

Député; président du réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le FMI

Le très honorable Liam Byrne MP est député de Birmingham Hodge Hill, président du réseau parlementaire sur le FMI et la Banque mondiale, et Gwilym Gibbon Research Fellow au Nuffield College d'Oxford.

Ancien ministre, Liam a occupé le poste de chancelier du duché de Lancaster au 10 Downing Street pendant la grande crise financière et au Trésor de Sa Majesté où, en tant que secrétaire en chef du Trésor, il a conçu la stratégie d'assainissement budgétaire du parti travailliste. Dans l'opposition, Liam a occupé plusieurs postes au frontbench, a présidé l'examen des politiques du parti travailliste, a siégé au Conseil de l'Europe et a fondé le groupe

parlementaire multipartite sur la croissance inclusive, qu'il préside.

Ancien boursier Fulbright à la Harvard Business School, Il a écrit vingt livres, chapitres et brochures sur l'histoire économique, le développement et les affaires étrangères. Son histoire du capitalisme britannique, intitulée « Dragons : Ten Entrepreneurs Who Built Britain » a été publiée en 2016. Il est également l'auteur de « Black Flag Down : Counter Extremism, Defeating ISIS and Winning the Battle of Ideas »; et « Turning to Face the East : How Britain Prospers in the Asian Century ». Il est l'une des principales autorités de Westminster sur la Chine, il a contribué à lancer le dialogue économique et financier et a cofondé la table ronde des jeunes leaders Royaume-Uni-Chine.

TANZANIE



Neema LUGANGIRA

Députée, Commission des affaires étrangères, de la défense et de la sécurité, Tanzanie ; membre du conseil d'administration du réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le FMI

L'Honorable Neema Lugangira est la députée représentant les ONG au Parlement de Tanzanie. Elle est présidente du groupe parlementaire sur la sécurité alimentaire et membre de la commission sur le VIH, la tuberculose et les drogues, ainsi que de la commission sur les services sociaux et le développement communautaire.

Elle est championne de l'éducation avec Haki Elimu, la coalition nationale de l'éducation en Tanzanie, et membre du Réseau parlementaire international pour l'éducation. Elle est également championne nationale des systèmes alimentaires pour le ministère de l'agriculture et championne nationale des maladies non transmissibles pour le ministère de la santé.

Elle possède une grande expérience dans la direction de projets de développement nationaux et

	<p>internationaux, et a notamment supervisé l'administration de programmes et d'initiatives agricoles et socio-économiques dans toute la Tanzanie.</p>
	<p>Tulia ACKSON <i>Députée, Présidente de l'Assemblée nationale, Tanzanie ; Présidente de l'UIP</i></p> <p>L'Honorable Tulia Ackson est présidente de l'Assemblée nationale depuis 2022 et membre du Parlement tanzanien depuis 2015. Elle est également présidente de l'Union interparlementaire (UIP) depuis octobre 2023. Elle a précédemment occupé les fonctions de vice-présidente et de procureur général adjoint en 2015.</p>
<p>UKRAINE</p>	
	<p>Iaroslav ZHELEZNYAK <i>Député; premier chef adjoint de la commission des finances, de la fiscalité et de la politique douanière, Ukraine</i></p> <p>L'Honorable Iaroslav Zhelezniak est le chef de la faction Holos, qui compte 20 membres, à la Verkhovna Rada, le parlement ukrainien. Il est le premier vice-président de la commission parlementaire des finances, de la fiscalité et de la politique douanière. Auparavant, Il a travaillé en tant que conseiller du premier ministre pour les relations parlementaires (2017-2019) et conseiller du ministre du développement économique et du commerce pour les affaires gouvernementales et les relations parlementaires (2015-2017) en tant que membre du groupe consultatif stratégique sur le soutien aux réformes en Ukraine (SAGSUR).</p> <p>En tant que conseiller du gouvernement ukrainien, Il a été responsable de l'adoption de projets de loi, notamment sur le système de marchés publics ProZorro, la gouvernance d'entreprise dans les entreprises publiques, la réforme médicale, la déréglementation, et autres. Il a également travaillé en tant qu'expert en relations parlementaires et gouvernementales pour la multinationale B2C</p>

Anheuser-Busch Inbev (2014-2015) et pour la société ukrainienne de conseil en relations publiques Kesarev Consulting (2010-2014). Il est diplômé de l'Institut des relations internationales de l'Université nationale Taras Shevchenko de Kiev, avec un diplôme de maîtrise en relations commerciales internationales.

URUGUAY



Beatriz ARGIMÓN

Vice-présidente et présidente de la Chambre des sénateurs et de l'Assemblée générale, Uruguay

S.E. Beatriz Argimón est vice-présidente de l'Uruguay et présidente de la Chambre des sénateurs et de l'Assemblée générale.

Son Excellence s'est présentée à l'Edila de Montevideo (membre de l'assemblée législative de la capitale) aux élections de 1989 à l'âge de 17 ans, quatre mois après avoir obtenu son diplôme universitaire. Elle a dirigé l'Institut national des mineurs sous le gouvernement de Luis Alberto Lacalle. S.E. Argimón a créé le groupe Acción Comunitaria aux côtés de la première dame de l'époque, Julia Pou, et a été élue représentante nationale de Montevideo à la 45e législature (2000-2005) lors des élections de 1999. Elle a été réélue pour la 46e législature (2005-2010) et est devenue la première femme à être réélue dans l'histoire du parti national.

Elle a obtenu son diplôme de notaire public à l'Université de la République en 1989 et a exercé pendant dix ans. Elle a également étudié la famille et les droits de l'homme. Pendant ses études, elle a commencé à travailler comme administratrice à l'Administration nationale des travaux sanitaires de l'État, poste qu'elle a accepté après avoir remporté un appel d'offres. Elle est membre du comité exécutif de l'Union interparlementaire depuis novembre 2020. Promotrice des droits de la femme, elle est l'un des membres fondateurs du « Réseau des femmes politiques » et de la « Commission bicamérale féminine » de l'Assemblée générale.

ZIMBABWE



Fortune Daniel MOLOKELE-TSIYE

Député, membre des commissions de la santé et de la protection de l'enfance, des affaires féminines et des PME, et de l'enseignement supérieur et tertiaire, Zimbabwe

L'Honorable Fortune Daniel Molokele-Tsiye est actuellement membre dûment élu du Parlement du Zimbabwe et représente la circonscription de Whange Central dans la province de Matabeleland North. Il est membre de la commission de la santé et de la protection de l'enfance, de la commission des affaires féminines et des PME, et de la commission de l'enseignement supérieur et tertiaire du Parlement du Zimbabwe.

L'Honorable Molokele-Tsiye est un défenseur actif du changement au sein de la Coalition des citoyens pour le changement (CCC), dirigée par le président Nelson Chamisa.

Il est l'associé fondateur et le directeur général de Molokele Law Chambers, un nouveau cabinet d'avocats situé dans le township d'Empumalanga à Whange. Il est également un avocat spécialisé dans la défense des droits de l'homme et connu pour sa lutte active en faveur de la démocratie au Zimbabwe et en Afrique du Sud. Au fil des ans, il s'est imposé comme un leader de la société civile panafricaine, se concentrant principalement sur une approche de la défense des droits de l'homme dans le secteur de la santé.